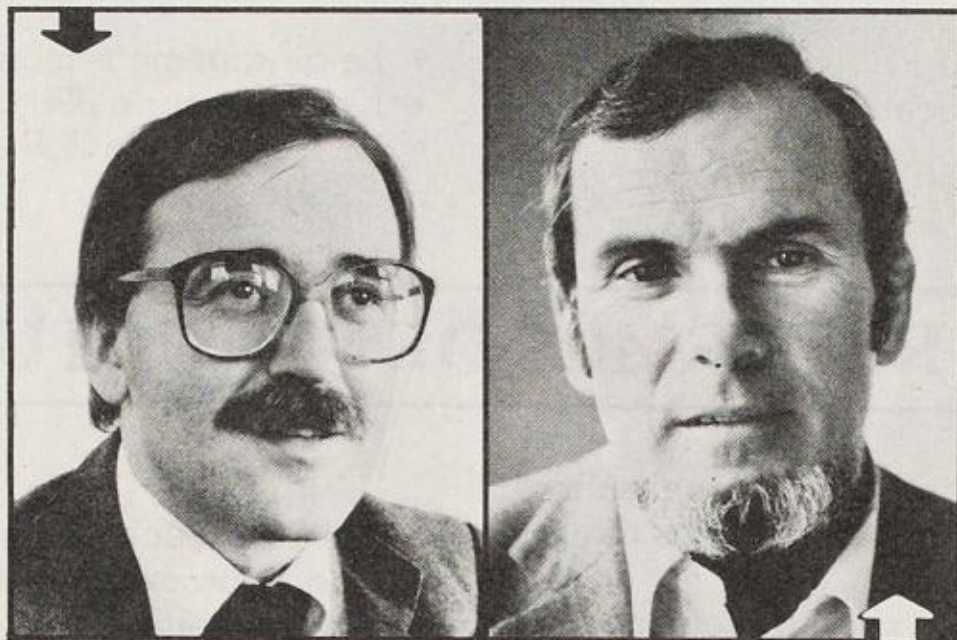


# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

## PARTI SOCIALISTE

### Bernard POIGNANT

33 ans, marié  
Agrégé de l'Université  
Professeur à l'École Normale de QUIMPER  
Secrétaire de la Section de Quimper du Parti Socialiste  
Responsable départemental du P. S.



**JEAN FOLGOAS** REMPLAÇANT

39 ans, marié, 2 enfants  
Marin-pêcheur  
Maire de Plobannalec-Lesconil

Madame, Mademoiselle, Monsieur

1958-1978 : Pendant une génération, la Droite a dirigé le pays. Elle a accumulé les échecs. Aujourd'hui, elle est usée. C'est assez ! Le bilan de la législature de Mars 1973 à Décembre 1977 est particulièrement accablant pour la majorité sortante :

- La hausse des prix a été de 63,98 %
- L'augmentation du chômage a atteint 233,69 %
- Le déficit de la balance du commerce extérieur a dépassé 42 milliards
- Le franc a perdu plus de 40 % de sa valeur par rapport au Deutch Mark
- Le nombre des faillites et des liquidations judiciaires a été de 62 978, soit plus de 10 000 par an.

C'est un échec d'une ampleur exceptionnelle. Le Chiracien Marc Bécam, membre du gouvernement en est solidaire. Bien sûr, il promettra pour demain ce qu'il a refusé hier à l'Assemblée Nationale ou au gouvernement...

Le Parti Socialiste, premier parti de France, est le meilleur garant du changement. Objet de toutes les attaques, il poursuit son chemin avec confiance. Fidèle à ses engagements, il croit l'Union indispensable pour gagner et appliquera la discipline républicaine au second tour de scrutin. Le Parti Communiste refuse aujourd'hui de donner cette consigne de désistement. En préférant les intérêts de son parti à ceux de la Gauche unie, il prendrait une lourde responsabilité devant l'Histoire.

La stratégie des Socialistes reste claire :

- Un adversaire : la Droite qui gère le pays au profit des possédants.
- Une volonté : la constitution d'un gouvernement d'Union de la Gauche pour mettre en œuvre une politique conforme aux intérêts du plus grand nombre.
- Un but : l'application du Programme Commun actualisé et des propositions socialistes qui le complètent.

Nous avons rencontré des milliers d'électrices et d'électeurs des cantons de Quimper, Pont-l'Abbé et Fouesnant, chez eux, dans la rue, sur les marchés, dans les réunions... Pour mieux écouter la population et étudier les problèmes. C'est la méthode des Socialistes — celle que nous utiliserons si vous nous faites confiance.



# NOTRE PROGRAMME

## DES MESURES IMMÉDIATES

- Le SMIC à 2 400 F en avril 1978.
- Le minimum-vieillesse à 1 300 F.
- 50 % d'augmentation des allocations familiales sur un an.
- Le droit à la retraite à 55 et 60 ans.
- La cinquième semaine de congés payés.
- La création de 390 000 emplois dès 1978.
- La baisse de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.

## DES RÉFORMES DE STRUCTURES

- L'extension du secteur public par la nationalisation intégrale du crédit et des neuf grands groupes industriels.
- La mise en place d'un plan démocratiquement discuté.
- La réforme de la fiscalité (lutte contre la fraude fiscale, impôt sur le capital et les grandes fortunes).
- Une nouvelle politique de l'énergie (diversification des sources d'énergie, lutte contre le gaspillage, recherche d'énergies nouvelles).
- Une réforme régionale avec des institutions nouvelles et permettant l'expression des langues et civilisations minoritaires.
- Des pouvoirs et des moyens nouveaux aux communes, cellules de base de la démocratie.
- L'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise.

## DES MESURES CONCERNANT NOTRE RÉGION

### UNE POLITIQUE DES PÊCHES

La pêche ne doit pas être un secteur assisté. Quelques mesures avant les élections ne tiennent pas lieu de politique d'ensemble. Il est urgent de :

- renouveler une flotte qui vieillit (diminution de l'apport personnel, facilité de crédit, part accrue de l'État).
- garantir l'accès aux zones de pêche traditionnelles.
- gérer les ressources de la mer et prévoir des compensations à la diminution des prises.
- organiser la commercialisation des produits (contrôle des importations, utilisation du stockage pour assurer la régularité du marché).
- revoir la gestion portuaire pour y associer l'interprofession, les pouvoirs publics et la recherche scientifique.

### UNE POLITIQUE AGRICOLE

Les exploitations disparaissent. Le nombre des agriculteurs diminue.

Il faut enrayer cette évolution.

### LES OBJECTIFS

- Promouvoir la petite et moyenne exploitation familiale.
- Assurer aux agriculteurs la juste rémunération de leur travail.
- Encourager les jeunes à s'installer à la terre.

### LES MOYENS :

- Garantir le revenu des agriculteurs en tenant compte du prix de revient, jusqu'à un certain nombre de production.
- Maîtriser le foncier en décentralisant et démocratisant les SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural), au niveau du canton.

### UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Les petites et moyennes entreprises constituent l'armature industrielle de notre région.

C'est par elles que l'emploi peut se développer. Aujourd'hui elles sont étranglées et beaucoup ont dû fermer. Seule la gauche peut sauver la petite et moyenne entreprise :

- Par la relance de la consommation populaire qui stimulera leurs activités.
- Par la réforme du financement des charges sociales qui ne doit plus reposer sur les salaires versés. Dès avril 1978, l'État prendra à son compte 200,00 F par salarié pour compenser la hausse du SMIC.
- Par la réforme du crédit qui accordera des prêts avantageux pour les investissements créateurs d'emplois.

Ce sont les conditions d'efficacité d'une politique d'aménagement du territoire.

Vu, les candidats.